

Une majorité s'est exprimée

Ce 11 juin, une majorité s'est exprimée.

Par l'abstention majoritaire, à son plus haut niveau de toute l'histoire de la V^e République (plus de 51 %), le peuple a dit son rejet d'un pouvoir illégitime.

Sous la V^e République à quoi sert l'Assemblée nationale ? À entériner les décisions prises par le président de la République, qui concentre tous les pouvoirs entre ses mains.

Par l'abstention majoritaire, le peuple – et plus particulièrement les travailleurs et la jeunesse – a refusé de cautionner cette mascarade.

C'est pourquoi, ce 11 juin, tous les candidats à l'élection présidentielle ont perdu une part importante de leur électorat. La République en marche a perdu 1,3 million des voix recueillies par Macron le 23 avril ; le Front national a perdu près de 4,5 millions de voix ; la droite, près de 3 millions ; La France insoumise a perdu plus de 4,5 millions de voix, les deux tiers des voix obtenues par Mélenchon ; le Parti socialiste, 600 000 voix. Tous ont perdu une fraction importante de leur électorat. Tous sont frappés par le rejet.

Dans le cas de La France insoumise, la politique de division menée avec arrogance par ses responsables a dérouteré une large fraction de ses électeurs ; ceux, en particulier, qui avaient pris au sérieux l'appel à en finir avec la V^e République et à élire une Assemblée constituante. Comment n'auraient-ils pas été dérouterés quand Mélenchon s'est proposé comme Premier ministre de Macron dans le cadre d'une cohabitation ? Ou quand il a fait l'éloge des « pouvoirs » de l'Assemblée nationale présentée – dans la V^e République ! – comme un cadre de résistance substitué aux grèves et aux manifestations ?

Et maintenant ? Du point de vue de la démocratie, ce gouvernement et la majorité écrasante dont il va disposer à l'Assemblée nationale sont illégitimes.

C'est pourtant ce gouvernement illégitime qui prétend, dans les prochaines semaines, s'en prendre au Code du travail, à la Sécurité sociale, aux retraites et au baccalauréat et inscrire dans la Constitution l'état d'urgence !

De quel droit ?

Avec ce pouvoir illégitime et pourtant déterminé à remettre en cause les conquêtes ouvrières et démocratiques, il n'y a aucune matière à négociation ou concertation.

À ce gouvernement minoritaire qui prétend tout détruire, les travailleurs n'ont d'autre choix que d'opposer le front unique sans faille de la classe ouvrière, de la jeunesse et des organisations ouvrières déterminées à se dresser dans l'unité contre sa politique dévastatrice.

Le Parti ouvrier indépendant démocratique combat en toutes circonstances pour l'unité et la démocratie, qui exige la liquidation de la V^e République et l'élection d'une Assemblée constituante souveraine, rompant avec les diktats de l'Union européenne.

Partisan de la lutte de classe, le Parti ouvrier indépendant démocratique prendra et soutiendra toutes les initiatives nécessaires pour aider les travailleurs à avancer dans cette voie.

Dans cette période de crise et de décomposition politiques, nous nous adressons fraternellement aux militants et sympathisants du Parti communiste, du Parti socialiste, du Parti de gauche, de La France insoumise, aux militants syndicalistes. Ouvrons la discussion : faut-il, oui ou non, un parti de classe ? Faut-il, oui ou non, aider à œuvrer à constituer le front unique ouvrier pour défaire les plans de la réaction ?